



Revue de Civilisation Contemporaine de l'Université de Bretagne Occidentale
EUROPES / AMÉRIQUES
<http://www.univ-brest.fr/amnis/>

REVELER ET DEMASQUER
Médias et dénonciation dans l'URSS de Staline
(1928-1941)

François-Xavier Nérard
Collège Universitaire Français de Moscou
E-mail : nerard@ivry.cnrs.fr

Loin des premières pages le plus souvent simples caisses de résonance des campagnes du pouvoir, on peut trouver, dans la presse soviétique des années trente, de nombreux articles dont la tonalité critique pourrait surprendre le lecteur non averti. Le ton, parfois extrêmement virulent, est dénonciateur et souvent délateur. Il y a bien, dans ces journaux, une place, très contrôlée et très limitée, pour « dire ce qui ne va pas ». Une partie de la réalité de ce pays est ainsi affichée : mépris, violence, problèmes de logement, de ravitaillement. Ce qui frappe à la lecture de ces articles, c'est pourtant leur manque de généralité. Il s'agit de micro événements qui ne sont jamais généralisés à l'échelle du pays ou du système : ils sont le fait d'individus ou de zones géographiques très précis. Quel sens faut-il donner à ces publications ? Quel discours du pouvoir bolchevique à destination de sa population révèlent-elles ? Acteurs de premier plan dans la gestion stalinienne du mécontentement aux côtés des bureaux des plaintes ou de la police politique¹, la presse écrite (pour l'essentiel, mais la radio², en plein développement, est également concernée) est en effet l'un des instruments qu'utilisent les dirigeants bolcheviques pour contrôler la société. Quel est le rôle exact de cette critique autorisée ? Les tirages phénoménaux de la presse nationale et surtout l'immense réseau de journaux provinciaux, locaux et même d'usine en font en outre autant de points de contact incontournable entre le pouvoir et sa population. Ces articles critiques ne laissent pas la population indifférente et sont à l'origine de multiples lettres où les

¹ À ce sujet voir Nérard, François-Xavier, « Les bureaux des plaintes dans l'URSS de Staline (1928-1941) : la gestion du mécontentement dans un État socialiste », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 49-2, avril-mai 2002, p. 125-144.

² La question est relativement peu étudiée du fait de sources très partiellement conservées. On consultera à ce sujet, Gorjaeva, T. M., *Radio Rossii : politiceskij kontrol' sovetskogo radiovescanija v 1920-1930-x godah. Dokumentirovannaja istorija (Radio Russie : le contrôle politique de la radiodiffusion soviétique dans les années 1920 et 1930. Histoire documentaire)*, Moscou, Rosspen, 2000, 175 pp.

Soviétiques disent à leur tour ce qui, dans la vie quotidienne, ne va pas. Comment s'organise cette gestion des lettres de dénonciation ? Celles-ci s'inscrivent en outre dans un vaste phénomène d'adresse au pouvoir qui, au fil des années trente, prend de plus en plus d'importance. Elles nous amènent donc à réfléchir sur la nature des rapports entre l'individu et l'État stalinien : comment peut-on manifester son mécontentement ? Quelles sont les limites à ne pas franchir ?

Les dysfonctionnements que les journaux donnent à voir

La presse soviétique³ regorge d'articles dénonciateurs⁴. Évidente dès les années vingt, cette présence de la dénonciation s'affirme avec la campagne sur l'autocritique lancée par le pouvoir stalinien en 1928. Incitant les Soviétiques à lutter contre le bureaucratisme en démasquant et en chassant les « éléments défectueux » qui encombrant les administrations et les entreprises, la campagne donne lieu à de multiples attaques contre des cadres. La presse s'en fait le relais et la *Pravda* publie dès le début de l'année 1928 une page parfois trihebdomadaire, la *Feuille de la RKF*⁵, explicitement consacrée à la « lutte sans merci contre les perversions bureaucratiques »⁶. Ces *Feuilles* sont reprises dans tous les journaux, provinciaux ou de districts et assurent ainsi une visibilité exceptionnelle à la dénonciation.

On y trouve en effet quelques lettres de lecteurs, mais surtout de courts articles de journalistes. Outre leur taille réduite, tous ont en commun leur densité, leur violence et un titre particulièrement accrocheur et provocateur⁷ : par exemple, « de l'art de dépenser l'argent » ou « Dans toutes les règles de l'art de l'incompétence ». Centrés sur une accusation (gaspillage des deniers publics, détournement de fonds ou de nourriture, népotisme...), ces textes dressent un portrait rapide d'une situation souvent détestable. Tous les sujets ne sont pourtant pas abordés : politique, grèves et famines restent fondamentalement hors des pages des journaux. Si une certaine place est bien faite aux dysfonctionnements de la vie quotidienne, c'est selon certaines règles.

En grande majorité, ces textes ne se contentent pas en effet de dénoncer des dysfonctionnements, mais nomment un responsable « concret » de la situation. C'est d'ailleurs une exigence constante du pouvoir : il faut être précis, ne pas rester dans le vague. Dans les « entrefilets dénonciateurs », il faut être « concret », efficace :

L'article est critique. Mais il est allusif : « quelqu'un laisse moisir... « De qui s'agit-il, précisément ? Où est le porteur concret du mal ? L'article ne fournit pas de réponse. Il n'indique pas les défauts concrets. Au sujet de tels articles, les lecteurs se disent : « pourquoi

³ Les *Izvestia* constituent sans doute dans cet ensemble une relative exception. Par contre, on trouve des interventions de ce genre dans certaines émissions radiophoniques à Leningrad ou à Nijni-Novgorod par exemple. À ce sujet voir Turkin, B., « 20 nomerov radio-gazety », (20 numéros de radio journal), *Raboče-Krest'janskij Korrespondent*, 1928, n°2, p. 17-19 ou TABAŠNIKOV, PAVLOV, « Radio na službe RKI », (La radio au service de la RKI) *Za tempy, kačestvo i rost*, 1933, n° 21, p. 34.

⁴ La dénonciation s'entend ici au sens le plus large : dénonciation d'une injustice ou d'un dysfonctionnement aussi bien que délation. Sur la question plus générale de la dénonciation en URSS, on se reportera à Nérard, François-Xavier, *Cinq pour cent de vérité : la dénonciation dans l'URSS de Staline*, Paris, Tallandier, 2004, 533 p.

⁵ La RKI (Inspection ouvrière et paysanne) est l'organe de contrôle de l'État mis en place par les Bolcheviks au début des années vingt.

⁶ *Pravda*, 15 mars 1928, p. 3.

⁷ Staline ira même jusqu'à en critiquer les excès (voir Staline, I.V., « Protiv oploščeniya lozunga samokritiki » (Contre la trivialisation du mot d'ordre sur l'autocritique) dans *Sočinenija* (Œuvres complètes), tome 11, Moscou, 1949, p. 127-139.)

faire simple quand on peut faire compliqué ? ». Un article sans critique concrète n'est d'aucune utilité⁸.

Le pouvoir soviétique n'est ainsi jamais remis en cause : « sous le feu de la critique » ne peuvent tomber que des intermédiaires, jamais les premiers responsables du pays. La thématique du bureaucratisme, au fondement de la publication des *Feuilles*, est d'ailleurs particulièrement propice à cette approche : tous les problèmes sont examinés au prisme de l'action défectueuse d'un individu (son « bureaucratisme »). Si les briques utilisées pour construire des logements à Vladimir sont de très mauvaise qualité, c'est la faute d'un individu... ou si les semences dans la région de Chakhty sont défectueuses... :

Nous savons bien que fournir aux paysans de la poussière au lieu de semences au moment de la campagne des semailles, ce n'est déjà plus une erreur, un raté ou une mauvaise gestion, c'est tout simplement la véritable contre-révolution⁹.

La force et l'impact de ces articles sont particulièrement renforcées par l'absence de droit de réponse ou de correction. Il s'agit d'une sorte de violence brute, sans risque de retour. Les articles de démenti, voire les excuses, sont en effet rares, voire inexistants. Cette question a été particulièrement abordée lors de la grande campagne stalinienne de l'autocritique de 1928¹⁰. Les cadres industriels qui se retrouvent violemment attaqués tentent de réclamer des enquêtes AVANT publication, un droit de se défendre et un nouvel article au cas où les attaques portées s'avèreraient infondées, mais ils n'obtiennent rien d'autre qu'un refus net de la part de autorités au prétexte que ces démentis « présenteraient trop souvent un caractère de « réponse bureaucratique et paperassière »¹¹. Les *Feuilles* de la *Pravda* publient encore, au début de notre période, quelques correctifs, mais très vite le genre disparaît.

La publication d'entrefilets dénonciateurs dans la presse n'est pourtant pas chose nouvelle en 1928. Elle doit beaucoup au mouvement des correspondants ouvriers et paysans¹² (*rabkory* et *selkory*) qui se met en place dans l'URSS du début des années vingt. Des milliers d'ouvriers et de paysans sont alors formés et incités à écrire dans les journaux. Ils sont censés devenir le lien entre la presse et ses lecteurs. Collaborateurs du journal, ils doivent y décrire les problèmes de leur usine ou de leur village.

Les correspondants, très encadrés, disposent de revues (*Le correspondant ouvrier et paysan*), de manuels (*De quoi parler dans les journaux et comment le faire ?*), se rencontrent... On retrouve leurs articles dans la grande presse, mais également dans les journaux muraux des administrations, des usines, des ateliers... Ces collages d'articles parfois dactylographiés, parfois manuscrits rythment le quotidien de nombreux soviétiques. Le journal du comité régional de Simféropol publie même en 1933 une édition spéciale réservée aux lettres des *rabkory* et des *selkory*¹³. Elle donne

⁸ *Zametki v stennoj gazete : raboïij material dlja seminarov redaktorov stennyh gazet*, (Les entrefilets pour les journaux muraux : matériaux de travail pour les séminaires de rédacteurs de journaux ruraux), Gorkij, Janvier 1937, p. 22.

⁹ *Pravda*, 31 mars 1928, p. 3.

¹⁰ Voir *Cinq pour cent de vérité*, op. cit., pp. 102-105.

¹¹ GARF (Archives nationales de la fédération de Russie), f. 374, inv. 2, d. 46, p. 85-86.

¹² On dispose à ce sujet de la belle thèse de Ferretti, Maria, *Le mouvement des correspondants ouvriers, 1917-1931 : Révolution culturelle et organisation du consensus dans l'Union soviétique des années vingt*, exemplaire dactylographié, Paris, EHESS, 1998, 865 pp.

¹³ *Bjulleten' rabsel'korovskih pisem gazety « Kolhoznyj put' »*, (Bulletin des lettres des rabselkory du journal « la voie kolkhozienne », Simferopol'.

une idée précise des textes, à la langue très homogène, que le mouvement produit. Les articles y sont très courts (rarement plus d'une demi-colonne d'une feuille format A4 divisée en trois colonnes) et particulièrement denses en épithètes infamantes et autre vocabulaire de l'insulte et de la stigmatisation (saboteur, paresseux, criminel, je-m'en-fichiste).

Dès la fin des années vingt et au cours des années trente, ce groupe spécifique tend pourtant à se dissoudre : les mots de *rabkor* et de *selkor* ne désignent alors plus que n'importe quel auteur de lettre adressée aux journaux. Ce n'est donc pas tant l'ampleur du mouvement des correspondants qui importe que la forme d'articles qu'il a popularisée. Le mouvement a en effet laissé des traces durables. Les lettres publiées dans la presse soviétique sont ainsi particulièrement retravaillées : réduites, réécrites, elles doivent correspondre à ce modèle mis en place dans les années vingt. On y supprime effets de style, liaisons : la lettre doit être centrée sur l'essentiel, la dénonciation. Assez logiquement, pour dénoncer faits et individus, les Soviétiques vont ainsi avoir tendance à recourir à cette forme. Même si les lettres aux journaux sont loin de calquer la forme brève de l'entrefilet idéal, elles en empruntent des traits facilement reconnaissables. L'héritage est également dans la pratique même : l'idée d'écrire à un journal pour y dénoncer un scandale ou démasquer un individu prend ses racines dans le mouvement des *rabkory*.

Le style est très particulier, parfois détestable. Il fait même l'objet de critiques au sein de l'État-parti. Lors d'une réunion de responsables de journaux à Nijni-Novgorod, une envoyée de Moscou ne peut s'empêcher de s'exclamer :

La langue des journaux est horrible. J'ai rapidement parcouru aujourd'hui quelques journaux : c'est une langue véritablement horrible. Il est criminel d'écrire dans une telle langue. (...) Nous avons toute une série de journaux qu'il est honteux de publier. [L'orateur lit alors un extrait d'un journal local, Krasnaja Etna, Fr.-X. N.] D'abord cette phrase c'est n'importe quoi vu que la fin n'a aucun rapport avec le début, du point de vue de la grammaire. Et en ensuite, c'est complètement abscons : on ne voit pas de quoi il s'agit. (...) Et quand vous publiez des matériaux d'ouvriers, une lettre d'ouvrier, je suis sûre que cette lettre n'a pas été écrite par un ouvrier et s'il l'a écrite alors il l'a recopiée dans votre journal (elle lit un extrait de lettre). Je suis certaine que l'ouvrier ne parle pas ainsi, qu'il ne dit pas ceci (...) Non seulement vous abîmer votre journal mais en plus vous gâchez le cerveau de l'ouvrier¹⁴.

Le diagnostic, peut-être un peu sévère, est assez juste. L'ouvrier, ou tout simplement le Soviétique sait en effet s'adapter lorsqu'il s'adresse aux journaux.

Un rôle de capteur

C'est en effet bien en reprenant cette forme et cette langue que les Soviétiques¹⁵ adressent aux journaux plusieurs dizaines de milliers de lettres chaque année. Certes, les grands journaux moscovites centralisent les flux les plus importants : c'est le cas de la *Pravda* (jusqu'à 1000 lettres par jour en 1937), de la *Krest'janskaja Gazeta* (600 000 lettres en 1928) ou de la *Rabocaja Gazeta*. Ils ne sont pourtant pas les seuls et les journaux de province ou de district sont également des destinataires significatifs des correspondances des Soviétiques (dans la région de Gorki, suivant les

¹⁴ GOPANO (Archives nationales des organisations politiques et sociales de la région de Nijni-Novgorod), f ; 30, inv. 1, d. 713, p. 27 sqq.

¹⁵ Cette pratique est encouragée par le pouvoir grâce à une législation qui protège les auteurs de lettres et d'entrefilets, mais aussi par le bridage systématique de toutes les autres formes de protestation (grève, manifestation, opposition politique...) À ce sujet, Nérard, François-Xavier, *op. cit.*, chapitre 2.

années, on oscille entre 15 000 et 25 000 lettres annuelles). On retrouve nettement dans ces lettres aux journaux les caractéristiques des articles ou des lettres publiées. Il n'y a quasiment pas d'appels au sentiment (comme on pourrait en trouver dans des lettres du même genre envoyées à des personnalités du régime), ou de recours à l'argument biographique. Tout dans la construction de ces lettres vise à reproduire l'article de journal, y compris parfois l'écriture en lettres majuscules des noms propres de ceux que l'on dénonce (ou leur soulignement¹⁶). Dans ces « signaux¹⁷ » où les accusations à l'emporte-pièce se multiplient, le vocabulaire est souvent extrêmement violent. Les auteurs dotent en outre généralement leurs lettres d'un titre souvent explicite : « Aidez à arrêter un permanent du parti¹⁸ ! » ou « Il y en a assez de cette fumisterie¹⁹ ! » Ces lettres enfin sont plus courtes que celles adressées à d'autres capteurs de la dénonciation. L'auteur ne s'embarrasse généralement pas de fioritures. Il va droit aux faits.

La réussite de cette mise en forme de l'expression du mécontentement est *a contrario* mise en lumière lors des lois staliniennes sur la famille en 1936²⁰. Alors que le pouvoir se propose de durcir les conditions du divorce par exemple, il ouvre un débat par l'intermédiaire de la presse. Joué d'avance, et beaucoup plus contrôlé qu'un débat similaire organisé en 1925-26, il n'en permet pas moins à un nombre surprenant de Soviétiques de s'exprimer sur la question. La *Pravda* elle-même publie de nombreuses lettres critiques sur cette nouvelle législation. Les journaux de province font de même²¹. La majorité des correspondants manifeste certes son accord avec les projets du gouvernement et du parti, mais l'impression générale reste celle d'une réflexion sur le fond de la loi. Elle laisse néanmoins de côté la question politique : le lien entre loi et pouvoir n'est jamais fait. Ces lettres témoignent pourtant, d'abord et avant tout, d'une étonnante soif de débat, de participation à l'espace public.

La tonalité est d'autant plus frappante qu'elle se démarque entièrement des lettres habituellement envoyées aux journaux. Il s'agit bien évidemment d'une parenthèse aussi bien dans ce que les médias donnent à voir que dans la réponse des lecteurs. Jamais les auteurs de lettres aux journaux, quand bien même ils dénoncent *de facto* la politique du gouvernement, ne se permettent d'évaluer les lois et projets du pouvoir moscovite. Ceux qui osent le faire (c'est le cas par exemple après la fameuse loi du 7 août 1932²²) se réfugient dans l'impunité de l'anonymat. Or, pendant ces quelques semaines, l'on sort de ces schémas :

Il ne faut pas interdire d'enfanter ou de ne pas enfanter. Il ne faut pas non plus renforcer de force le mariage.

Si l'on juge pour un avortement, alors pourquoi ne pas traîner en justice ceux qui n'ont pas d'enfants²³ !

¹⁶ La presse met facilement en caractères gras les noms de ceux qui sont accusés dans les articles.

¹⁷ C'est le mot officiellement utilisé. Sur les conditions de son apparition, voir mon article, « Entre plainte et délation : les signaux en URSS (1928-1941) », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n° 1-1999, p. 5-30.

¹⁸ GANO, f. 5944, inv. 1, d. 125, p. 211

¹⁹ GANO, f. 5944, inv. 3, d. 219, p. 131

²⁰ On se reportera par exemple à Goldman, Wendy, *Women, The State & Revolution : Soviet Family Policy And Social Life, 1917-1936*, New-York, Cambridge University Press, 1997, pp. 296-343.

²¹ Les archives de la *Gor'kovskaja Kommuna* renferment un échantillon de 224 lettres. Il n'est pas possible d'en estimer la représentativité, mais la diversité est particulièrement impressionnante. GANO (Archives nationales de la province de Nijni-novgorod), f. 1197, inv. 1, d. 197 et 198.

²² Dite loi des « épis », elle permet de condamner, y compris à la peine de mort, tous ceux qui volent la propriété kolkhoziennne. Voir un recueil de lettres anonymes sur ce sujet dans le secrétariat du président du Comité exécutif central, M. Kalinine. GARF, f. 1235, inv. 66a, d. 80, p. 86 sqq.

²³ GANO, f. 1197, inv. 1, d. 197, p. 4 v°.

Certaines lettres servent également de prétexte à dire la réalité du pays :

Je ne suis pas non plus d'accord pour interdire l'avortement. Il y a beaucoup d'inconvénients que l'on ne peut pas tous décrire. Mais le principal tient à la surface des logements, quand elle ne permet pas d'avoir des enfants. Un seul enfant est même de trop²⁴.

Cette liberté critique absolument inhabituelle pour les années 1930 en URSS est néanmoins hautement signifiante. Par contraste, elle permet de souligner la réussite du projet stalinien de mise en forme de la protestation. Lorsque « l'autorisation » ne vient pas d'en haut, les Soviétiques se contentent d'adopter la forme dictée par le pouvoir, où responsabilité rime avec individu et où la faute ne peut être celle de la politique mais nécessairement celle d'un homme. On ne retrouve ni avant ni après cette liberté de ton.

Le traitement des lettres par les journaux

Les journaux utilisent les lettres reçues dans de multiples buts. Il y a d'abord un usage direct, le plus limité. Il s'agit de la publication de ces lettres. Le pourcentage de lettres reçues publiées est infime : au mieux, 2 à 3 lettres sur les quelque 10 000 que reçoit la *Pravda* (soit 0,03 %) sont publiées pendant les derniers mois de 1938²⁵. Le pourcentage de lettres « utilisées » pour la rédaction d'articles est à peine plus significatif. La publication des lettres n'est pas l'un des buts poursuivis par le système. Des éditions comme celle déjà mentionnée de Simferopol sont très rares.

Les lettres étaient, par ailleurs, compilées à intervalles réguliers dans des rapports (*svodki*). On retrouve ces dossiers²⁶ intitulés « Collection de lettres non publiées par... » dans les archives des secrétariats des dirigeants du régime. Ces rapports sont, la plupart du temps, thématiques : ils portent par exemple sur « les excès de la collectivisation » ou « sur le bâillonnement de la critique ». Diffusés auprès des différentes structures de l'État et du Parti, ces documents ne servent pas dans un but répressif²⁷. Il s'agit plutôt d'informer. Ils sont parfois censés orienter le comportement des autorités locales comme l'un d'entre eux destiné à « aider » des communistes envoyés dans des districts biélorusses à « corriger les défauts, caractérisant les faits cités ci-dessous »²⁸. Ce rapport mentionne notamment un secrétaire de kolkhoze accusé de « dilapider les biens koulaks transmis au kolkhoze en donnant à ses connaissances deux sangliers et 12 porcelets. Il fait même du *samogon*²⁹ avec le blé koulak transmis au kolkhoze »³⁰.

Il reste que cette activité de synthèse et de diffusion des informations contenues dans les lettres, même si son importance est régulièrement soulignée, est le plus souvent, faute de temps et de personnel, négligée. Au dernier trimestre de 1938, le

²⁴ GANO, f. 1197, inv. 1, d. 197, p. 15.

²⁵ RGASPI (Archives nationales russes des études sociales et politiques), f. 17, inv. 120, d. 317, p. 43.

²⁶ Voir par exemple le secrétariat de Kalinine (RGASPI, f. 78, inv. 1, d. 338 (lettres de *Bednota*)) ou celui de A. I. Rykov (GARF, f. 5446, inv. 55, d. 1643 (*Pravda*), 1644 (*Krest'janskaja Gazeta*), 1647 (*Batrak*)).

²⁷ Souvent, les renseignements sont mêmes anonymes, preuve du peu d'intérêt de ce type de littérature pour les coupables.

²⁸²⁸ RGAE (Archives nationales russes de l'Economie), f. 7486, inv. 37, d. 102, p. 225

²⁹ Un alcool de distillation artisanale.

³⁰ *Ibid.*, p. 226

service des lecteurs de la *Pravda* ne peut produire que 10 synthèses où il cite 109 lettres (soit 0,35 % des lettres reçues³¹).

L'activité essentielle des journaux avec les lettres reçues est une activité de redistribution. Les journaux ne sont que l'un des principaux rouages d'un système beaucoup plus vaste. Si du fait de leur visibilité, ils recueillent beaucoup de lettres, ils n'en assurent pratiquement pas le suivi. Les services des courriers des lecteurs des différents journaux fonctionnent ainsi comme des centres de tri. Ils renvoient les lettres vers des administrations d'instruction : les bureaux des plaintes, les organes de l'inspection ouvrière et paysanne, du parti ou même la police politique. L'envoi d'un journaliste sur place pour vérifier la véracité d'une lettre est un phénomène excessivement rare. La quasi-totalité des dossiers reçus est en fait transmis : c'est le cas de plus de 90 % des dossiers de la *Krest'janskaja Gazeta*. À la *Gor'kovskaja Kommuna*, la proportion se monte à environ 80 % en 1934³².

L'activité des bureaux des plaintes de district, voire de province, dépend ainsi très largement des lettres qui leur sont adressées par les journaux ou qui sont publiées. 60% des affaires traitées par le bureau des plaintes de la région de Saratov proviennent ainsi de journaux nationaux ou locaux³³ ; sur une cinquantaine de décrets (*postanovlenie*) de l'inspection ouvrière et paysanne de la ville de Gorki entre septembre et novembre 1932, plus de quarante concernent des lettres publiées dans la presse de la région ou de la ville. L'envoi d'une lettre à un journal, et plus encore la publication, sont donc l'un des moyens le plus fiable de mettre en branle la machine d'instruction pourtant si poussive.

Chaque organisation (administration, entreprise...) est en effet censée suivre avec attention ses éventuelles mises en cause dans la presse. Certains vont même jusqu'à nommer des responsables, chargés chaque jour de lire la presse pour y repérer les articles. Les bureaux des plaintes, eux, sont saisis soit lorsque le journal leur envoie pour instruction une lettre non publiée soit lorsqu'un article dénonce des déviations dans leur zone de compétence (la saisine est alors automatique même s'il arrive que les journaux envoient quand même l'article incriminé). Un enquêteur du bureau des plaintes est alors nommé. Ses conclusions sont transmises au journal, de même que, le cas échéant, la teneur des mesures effectivement prises au sujet de la lettre.

Il s'agit en tout cas de rendre au maximum « efficaces » les lettres de la population. Il faut agir pour que « pas une lettre de travailleur, pas un entrefilet ne soit laissé sans réponse.³⁴ » La répétition de cette exigence qui devient un lieu commun de la littérature bureaucratique sur le sujet³⁵ laisse penser que nous sommes plutôt dans une logique d'affichage. Une décision du Comité central du parti bolchevique, datée du 20 mars 1936, illustre parfaitement ce qui est « reproché » aux journaux :

En ne lisant pas les lettres des correspondants ouvriers et paysans, en les utilisant dans des proportions négligeables, les rédacteurs de ces journaux ont oublié que derrière chaque lettre, il y a un être vivant, auquel le parti doit accorder une attention de tous les instants, que la

³¹ RGASPI, f. 17, inv. 120, d. 317, p. 42.

³² GANO, f. 1197, inv. 1, d. 73, p. 1.

³³ GASO (Archives nationales de la région de Saratov), f. P. 616, inv. 1, d. 220 à 334.

³⁴ GOPANO, f. 30, inv. 1, d. 433, p. 7.

³⁵ De très nombreux rapports à tous les niveaux de l'appareil bureaucratique soviétique insistent sur les dysfonctionnements du travail des journaux avec les lettres des lecteurs.

presse est « l'une des courroies de transmission entre le parti et la classe ouvrière ».
(Staline)³⁶.

Les archives regorgent de documents de ce genre qui tentent de décerner bons et mauvais points dans l'attention qui est portée aux lettres des travailleurs.

Il importe en effet de ne pas exagérer l'efficacité de ce système. Tout dépend du journal et des personnes attaquées. De manière générale, les journaux ont bien du mal à suivre les affaires qui leur sont révélées. Les grands journaux centraux, déjà débordés par la masse du courrier reçu, sont éloignés des lieux d'instruction et sont entièrement dépendants des administrations locales :

La rédaction demande aux organes locaux de la RKI et à toutes les administrations et personnes qui s'occupent des enquêtes sur les entrefilets publiés dans la Pravda, de lui communiquer rapidement les résultats de l'enquête et les mesures prises pour remédier aux défauts, sans oublier de signaler quand et à l'égard de quelles personnes ces mesures ont été prises³⁷.

Contraints de relancer plusieurs fois leurs interlocuteurs, ils ne peuvent faire autrement que de clore certains dossiers avec peu ou pas d'informations du tout. Une lettre publiée par la *Pravda* ou tout autre quotidien national et, dans une certaine mesure, régional a pourtant plus de chances de ne pas passer inaperçue que des lettres publiées au plus près des gens, par exemple dans la presse d'usines. Celle-ci reste sous le contrôle des dirigeants de l'usine qui peuvent se permettre de ne pas y porter grande attention. C'est par exemple, en 1930, le cas du journal du chantier de l'usine automobile de Gorki, *Avtogigant* :

Depuis que le journal du chantier existe, l'administration n'a réagi à aucun des 42 entrefilets dénonçant des faits scandaleux sur le chantier. En conséquence, l'organisation des rabkory tombe en ruine³⁸.

Il ne s'agit pourtant pas de conclure cette étude sur un constat d'impuissance. La machinerie bureaucratique mise en place par le pouvoir est lourde et poussive, c'est indéniable. Elle est soumise à de multiples influences qui la rendent peu efficace. Pourtant certaines lettres atteignent leur but. Certains des problèmes dénoncés sont résolus, des sanctions (blâme, licenciement, traduction en justice) sont prises, des existences sont bouleversées par le simple fait que des noms sont jetés en pâture dans les colonnes des journaux. Il est difficile d'estimer la proportion de ces lettres efficaces. On rappellera juste l'importance des dossiers fondés sur des lettres adressées à des journaux dans les décisions des différents bureaux des plaintes. Il est d'ailleurs probable que ceux-ci privilégient ce type de lettres à celles qui leur sont directement adressées. Un bordereau d'envoi de la *Pravda* a une influence qu'il est difficile de nier.

Le rôle des journaux dans le système de contrôle du mécontentement est réel et essentiel. Ils mettent d'abord en scène une dénonciation autorisée. Ce sont eux qui, depuis les années vingt, donnent à voir ce que l'on peut dire sur ce qui ne va pas dans le pays et comment on peut le dire. La réutilisation de ces schémas, bien au-delà des

³⁶ « Sur le travail des journaux « Le bolchevik du Caucase septentrional » et « l'Etoile » (Perm) avec les lettres des travailleurs », décision du comité central du VKP(b) du 20 mars 1936, *Partijnoe stroitel'stvo*, n° 18, 1936, p. 54 ;

³⁷ *Pravda*, n° 80, 4 avril 1928, p. 3, par exemple. Voir également le 28 avril.

³⁸ GANO, f. 5, inv. 1, d. 5, p. 10.

correspondants « spécialisés » que sont les *rabkory* ou les *selkory*, témoigne de l'influence des journaux. Ils jouent un rôle essentiel dans le détournement du mécontentement vers une forme individualisée, qui laisse le pouvoir politique à l'abri. Leur rôle ne s'arrête pourtant pas à celui d'instrument démiurgique du pouvoir. Ils sont aussi perçus par la population comme un outil qui peut agir sur leur quotidien. La lettre au journal, comme d'autres signaux, doit permettre de sortir de situations d'impuissance. C'est le journal auquel est révélé le scandale qui doit agir à la place du dénonciateur : arrêter le traître, accéder aux demandes de l'auteur, fournir une aide.... Les Soviétiques confrontés à la misère et à l'arbitraire, tout comme ceux qui n'aspirent qu'à une sordide vengeance, n'ont pas d'autre choix que de s'en remettre au pouvoir pour résoudre leurs problèmes. Ce recours est parfois efficace, il est cependant souvent englouti dans les méandres de la bureaucratie ou des jeux de pouvoirs. Au final, c'est bien ce système pervers de contrôle de la protestation par la dénonciation qui intéresse le pouvoir. Il se suffit à lui-même : son efficacité répressive reste secondaire.

Annexes

Article d'un *rabkor* publié le 6 octobre 1933 dans un journal de Simferopol.

Le festin des koulaks au kolkhoze « Nouvelle vie »

Dans tous les domaines du travail du kolkhoze « Nouvelle vie », conseil rural de Mazan, règne le désordre le plus total. Le kolkhoze n'a pas commencé les semailles d'hiver, la récolte de tabac est retardée de manière criminelle, les feuilles de tabac dispersées par le vent dans les champs ne sont pas ramassées. Les dirigeants du kolkhoze pleurent à cause du manque de main d'œuvre et en même temps ces mêmes membres de la direction désorganisent sciemment le travail et renforcent le désordre.

En plein travaux d'automne dans le district, la direction et la commission financière ont décidé de faire la fête. Le 30 septembre, un jour de travail, ils ont organisé une beuverie. Ils ont bu toute la journée. A cette beuverie, participaient le chef d'équipe des ramasseurs de tabac, Gr. Lopatin, Mikh. Lebedev, un membre de la direction, Petrov Jak, également membre de la commission, Mikh. Artemev, un membre du kolkhoze, fils d'un koulak déporté et d'autres. Au sein de cette fine équipe, ils ont accepté un certain Mikh. Vichnevski, un ancien garde blanc.

La beuverie était organisée chez le coiffeur de Mazan, un ivrogne notoire.

Le rapprochement avec des éléments ennemis de classe témoigne de l'affaiblissement de la vigilance de classe des dirigeants du kolkhoze. Il faut s'occuper de cette « douce équipe », de façon à protéger le kolkhoze de l'effondrement final. Il faut donner aux coupables ce qu'ils méritent.

Mladenov.

Lettre envoyée à la *Krest'janskaja gazeta* le 4 août 1934 et traitée par le comité du parti de la région de Gorki³⁹.

A la Krest'janskaja Gazeta

Les gaspilleurs-voleurs et les éléments étrangers ont-ils leur place dans l'administration soviétique ?

Dans le village de Revezeni, district de Vad, territoire de Gorki, le président du soviet rural est un certain Carev S. M. C'est un homme avec un lourd passé. En 1932, alors qu'il était président de la commission de contrôle de la coopérative de Revezeni et qu'il avait des liens avec le commis de la coopérative, il a contribué à gaspiller 4800 roubles du budget de l'État. Pour cette raison, il a été condamné par un tribunal populaire une peine d'un an. En 1932, il est devenu, on se demande pourquoi, président du kolkhoze du village de Revezeni « Krasnyj Perekop ». Il a littéralement détruit le kolkhoze jusqu'à ses bases : près de 30 hectares de lin ont pourri sur pied à cause de son incompétence.

Il a vendu aux villages voisins [...] des prés appartenant au kolkhoze « Kr. Perekop » et a bu l'argent reçu.

Il allait dans les villages alentour [...] en trotteurs et les perdait souvent [...]. Au bout de trois jours, on les retrouvait dans le fossé. Il a perdu une voiture à quatre roues à Myrmyrli ainsi que tout le harnais etc. Pour tous ces faits, il a été condamné à un an de travaux forcés.

[...]

En 1933, il a été limogé de son poste de chef d'équipe, mais avec l'aide de parents et amis (Pigalev K.P. et le président du kolkhoze Kuzin V.I.), il a été nommé machiniste sur les batteuses. Du fait de son travail criminel et saboteur, il a cassé, en pleine campagne de moissons, quatre batteuses. Il les a carrément rendues inutilisables, mais grâce à ses relations familiales et à ses amis il n'a pas été puni pour cela.

En août 1933, il a offensé l'institutrice Morozova et le militant responsable de l'isba en les insultant grossièrement dans le local public de la coopérative : il avait l'intention de les battre tous les deux. Pour cela, il a été condamné à 3 mois par le juge populaire. Ce sac à vin, ce voyou continue pourtant à triompher et ouvre même les portes de notre appareil soviétique grâce à ses compagnons de bouteille.

Actuellement, il occupe le poste de président du soviet rural. Il abuse de sa fonction, en percevant différentes sortes d'impôts collectifs : sur les bûches, pour l'équipement des pompiers. Lorsqu'il perçoit l'argent des kolkhoziens, il ne donne que des reçus sur des bouts de papier sans tampon. Ces fourberies ne cessent toujours pas. Le comité exécutif de district est au courant de tout cela, mais ne souhaite pas prendre de mesures (et pourtant Carev a été privé du droit de vote en 1928 en tant « qu'élément politiquement non-fiable » d'après ce qu'en disent les archives).

2. Il y a encore un autre type, un élément étranger, un ancien commerçant, un beau parleur : Gan'kov V. M. Il avait son échoppe à Revezeni avant la Révolution et après Octobre jusqu'en 1928. Il vendait toutes sortes de marchandises au détail et en

³⁹ GOPANO, f. 2, inv. 1, d. 2777, p. 14-15. La traduction de cette lettre est rendue difficile par le style très maladroit de l'auteur et par l'absence quasi-totale de ponctuation dans l'original.

gros. Il travaille actuellement au sein de l'administration rurale de Vad en qualité d'instructeur en apiculture. Ce type a été privé de son droit de vote, mais il a étrangement été rétabli dans ses droits (au fait, il a été membre d'une organisation SR). Malgré plusieurs signaux du journal du district *Le kolkhozien de Vad*, le comité du parti du district ne souhaitant pas tenir compte du journal ne réagit pas aux entrefilets des *sel'kory*. Comme on s'en rend compte, ne pas distinguer que ces gens sont des ennemis de classe, c'est faire preuve de myopie politique. Le comité de district de Vad du VKP(b) doit tirer les leçons de cette erreur et chasser les ennemis de classe de notre appareil soviétique.

Je vous demande de publier ma correspondance dans votre journal

Signature

Adresse